



**MINUTES
DE
LA REUNION DE L'IE SUR LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

Bruxelles, les 12 et 13 décembre 2007, ITUH 1^{er} étage, salle B

PRESENTS :

Organisations affiliées à l'IE

Anders AHLIN	Läraryförbundet (LÄRARF), Suède
Tore ASMUSSEN	Syndicats des enseignants danois (DLF), Danemark
Margareta AXELL	Läraryförbundet (LÄRARF), Suède
Arnhild BIE-LARSEN	Syndicat de l'Education de Norvège (UEN), Norvège
Lajla BLOM	Syndicat de l'Education de Norvège (UEN), Norvège
Agnes BREDA	UNSA-Education, France
Manfred BRINKMANN	Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft (GEW), Allemagne
Joelle CASA	Federazione Lavoratori della Conoscenza CGIL (FLC-CGIL), Italie
Jill CHRISTIANSON	National Education Association (NEA), Etats-Unis
Alex DAVIDSON	Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF), Canada
David DORN	American Federation of Teachers (AFT), Etats-Unis
André DUMONT	Algemene Onderwijsbond (AOB), Pays-Bas
David EDWARDS	National Education Association (NEA), Etats-Unis
Roger FERRARI	Syndicat National de l'Enseignement de Second Degré (SNES-FSU), France
Henrik HERBER	Läraryförbundet (LÄRARF), Suède
Trudy KERPERIEN	Algemene Onderwijsbond (AOB), Pays-Bas
Richard LANGLOIS	Centrale des syndicats du Québec, CSQ, Canada
Barbara MacDONALD MOORE	Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF), Canada
Nicole PATENAUDE	Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF), Canada
Rosario RIZO MARTÍN	Federación de Enseñanza CC.OO. (F.E.CC.OO.), Espagne
Darcel RUSSEL	Australian Education Union (AEU)
Ritva SEMI	Opetusalan Ammattijärjestö (OAJ), Finlande
Steve SINNOTT	National Union of Teachers (NUT), Royaume-Uni
Larry SPECHT	American Federation of Teachers (AFT), Etats-Unis
Helena TAXELL	Läraryförbundet (LÄRARF), Suède
Carmen VIEITES	Federación de Trabajadores de la Enseñanza de la UGT (FETE/UGT), Espagne

Internationale de l'Education

Janice EASTMAN	Secrétaire générale adjointe, Bruxelles
Nicolás RICHARDS	Coordinateur Programmes d'assistance, Bruxelles
Juliane RETHORST	Assistante professionnelle Programmes d'assistance, Bruxelles
Huda KHOURY	Coordinatrice, Projet MENA
Assibi NAPOE	Coordinatrice régionale principale Afrique
Aloysius MATHEWS	Coordinateur régional principal Asie-Pacifique
Virginia ALBERT	Coordinatrice régionale principale Caraïbes
Combertty RODRIGUEZ	Coordinateur régional principal Amérique latine
Jefferson PESSI	Coordinateur Droits humains et égalité
Harold TOR	Coordinator Site Internet, Bruxelles
Nancy KNICKERBOCKER	Coordinatrice Publication et publicité, Bruxelles
Laura SULLIVAN	Assistante professionnelle Campagnes, Bruxelles



EXCUSES :

JTU, Japon ; BUPL, Danemark

PRESIDENT

Jan Eastman, Secrétaire générale adjointe de l'IE

1. Ouverture

- Jan Eastman (JE) a ouvert la réunion et a souhaité la bienvenue à tous les participants. Elle salua Fred van Leeuwen qui n'a pas pu être présent à la réunion.
- L'ordre du jour a été adopté.

JE a rappelé que la Commission des Nations Unies sur la Condition des femmes était prévue du 25 février au 7 mars à New York. Le thème prioritaire sera « Financer l'égalité des genres et donner le pouvoir aux femmes ». Une délégation de l'IE sera présente à cette réunion afin de participer aux discussions et de faire pression sur les décideurs.

2. Session I : Perspectives sur la coopération au développement

JE a souhaité la bienvenue à Andre Dumont et Margareta Axell et les a invités à faire part de leur expérience dans le cadre de la coopération au développement.

Margareta Axell

Margareta Axell a mis en lumière le besoin qu'éprouvent les partenaires à coopérer afin de ne pas anéantir les efforts d'un syndicat déjà à l'œuvre dans un pays. Margareta a souligné qu'il était important de coordonner d'anciens et de nouveaux projets et a rappelé l'importance de la cohérence. Elle a constaté que les nouveaux projets tels que le programme EPT/SIDA avaient tendance à se voir accorder une priorité plus élevée pour les organisations bénéficiaires que les projets à long terme plus anciens. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place un calendrier commun entre partenaires d'un même projet afin de s'assurer que les nouveaux projets ne se trouvent pas en concurrence avec des projets existants.

Elle remercia tout particulièrement Tom Bediako, Napoleon Morathan et Aloysius Mathews pour leur excellente collaboration et travail au cours de son activité chez Larärförbundet.

Andre Dumont

Andre Dumont a raconté que ses 20 années d'expérience professionnelle lui avaient appris à être modeste. En regard de la coopération au développement, Andre souligne que de plus petits projets peuvent apporter une plus grande satisfaction que des projets de plus grande envergure. En effet, l'engagement direct des syndicats engendre un impact direct sur les enseignants qui se trouvent sur le terrain. Selon Andre, la justice sociale doit figurer au cœur du travail international. L'engagement personnel constitue un élément vital au succès de chaque projet. La progression n'est possible que si les partenaires qui coopèrent entretiennent une relation de confiance. Ainsi, il est important de fournir non seulement ce qu'attendent les partenaires, mais également d'entendre leurs besoins et d'en discuter avec eux. Les organisations qui coopèrent doivent pouvoir poser leurs questions.

Questions et remarques

- Selon Lajla Blom, en regard des changements rapides qui s'opèrent sur les plans politique, économique et social, la coopération au développement doit évoluer afin de pouvoir relever de nouveaux défis. Elle proposa de rédiger pour la prochaine réunion sur la coopération au développement une nouvelle politique qui présentera les défis qui surviennent dans le cadre de la coopération au développement et des syndicats, et qui apportera des lignes directrices dérivées des résolutions de l'IE. L'idée de Lajla fut accueillie par l'ensemble des participants.



- JE passa à la recommandation à l'ordre du jour (session VI). Elle avait présenté cette recommandation car il semblait mieux de rédiger un nouveau document reprenant les principes du document existant, plutôt que de le mettre à jour. Elle suggéra de mettre en place un groupe de travail.
- Barbara McDonald déclara qu'il serait nécessaire de définir ce que la coopération signifie pour tous les partenaires. Nous devons clarifier la façon dont nous répondons à toutes ces questions qui nous sont chères, de quelle façon nous pouvons collaborer et quels sont nos rôles.
- Manfred Brinkman ajouta que nous devons intégrer les préférences de nos propres gouvernements - qui doivent être transparentes pour nos partenaires - dans la coopération au développement.
- Pour Tore Asmussen, la relation entre les « organisations partenaires » et les « organisations bénéficiaires » constitue une relation de puissance. Il est ainsi particulièrement important de continuer à poser des questions afin de découvrir les besoins des syndicats bénéficiaires au lieu de présenter des idées, étant donné que les idées sont proposées par les organisations bénéficiaires elles-mêmes afin d'obtenir des fonds.
- Charo Rizo rétorqua que les directives s'adressant à tous les partenaires d'une coopération étaient nécessaires lorsqu'il s'agissait d'intervenir dans d'autres régions du monde. L'IE devrait avoir un profil supérieur. Dans le cadre des directives de l'IE, nous devons renforcer la coopération sud-sud. Les objectifs de coopération au développement de l'IE doivent être énoncés clairement.

3. 5^e Congrès mondial : Nouvelles initiatives

A) Education des enseignants

Monique Fouilhoux (MF) présenta une nouvelle étude pilote de l'Internationale de l'Education et Oxfam Novib sur l'éducation des enseignants dans un certain nombre de pays. Elle expliqua que cette initiative n'avait pas pour but de reprendre le rôle de la formation des enseignants – une responsabilité qui incombe aux gouvernements. Une étude de faisabilité sera menée dans 4 pays : Mali, Ouganda, Mozambique et Indonésie. Ces études débiteront au début de l'année 2008.

Questions et remarques

- Lajla Blom émit certaines inquiétudes à l'égard de cette nouvelle initiative. La lutte, notamment face à la Banque mondiale, visait à se défaire des enseignants non qualifiés. L'IE devrait se concentrer sur des enseignants qualifiés, plutôt que sur des enseignants non qualifiés.
- Agnes Breda commenta que le projet s'intégrait dans la campagne Education pour tous. Elle se concentre sur l'éducation des enseignants. Elle demanda d'impliquer un plus grand nombre de syndicats. Agnes demanda également sur quels critères les syndicats impliqués avaient été choisis.
- David Dorn suggéra que l'IE coopère avec les organisations qui œuvrent déjà dans ce domaine, telles que l'UNESCO.
- Tore Asmussen ajouta qu'il s'agissait là d'un point clé pour syndicats d'enseignants, de nos jours. DLF est impliqué dans un tel travail en coopération avec des ONG locales, dans la partie nord du Ghana. Pour réussir, cette nouvelle initiative doit disposer d'une stratégie à long terme.

Réponses et remarques

- MF répondit que l'IE était consciente des risques encourus dans le cadre de cette nouvelle initiative. L'IE doit faire attention à ne pas être envahie par le secteur informel.
- Les pays choisis sont ceux qui ont été le plus lourdement touchés par la pénurie d'enseignants.
- MF expliqua que des discussions ont déjà été organisées avec l'UNESCO en Afrique, afin de coordonner le travail et éviter ainsi un double emploi.

B) Rapport de suivi mondial 2008 sur l'EPT

MF présenta le contenu du nouveau rapport de suivi mondial qui vient de paraître. Malgré quelques progrès, de nombreux défis subsistent : l'éducation des petites filles, une qualité encore faible de



l'éducation, l'illettrisme ou encore les problèmes de financement. Elle insista sur le fait que l'IE devait traiter ces questions.

Questions et remarques

- Barbara McDonalds demanda si l'IE organisait des activités spécifiques à l'occasion de la Semaine mondiale d'action.
- Lajla Blom souligna l'importance de ce rapport. Elle rapporta que dans son pays, l'UEN était parvenu à faire collaborer des ONG, le gouvernement et des syndicats sur l'EPT. Elle ajouta enfin qu'il était important que l'IE prenne les devants en regard de l'EPT.
- Richard Langlois ajouta que Monique avait mentionné la Déclaration de Paris dans sa présentation. L'IE a-t-elle un rapport avec cette déclaration ?

Réponses et remarques

- MF se montra d'accord sur le fait que l'IE devait prendre les devants en regard de l'EPT.
- Concernant la Semaine mondiale d'action, une circulaire sera envoyée à tous les affiliés. Monique encouragea les participants à proposer des exemples de bonnes pratiques.
- MF expliqua que la Déclaration de Paris avait été élaborée par l'OCDE. L'IE n'a rien à voir avec cette déclaration.
- JE souligna le besoin de coordination avec l'OCDE. Nicolas rapporta que les coordinateurs Education du GUF s'étaient entretenus sur un rapprochement avec l'OCDE.

C) Rapport sur la coopération au développement 2007 de l'IE

- Nicolas Richards (NR) présenta les réunions régionales sur la coopération au développement qui se sont tenues aux Caraïbes, en Amérique latine, en Asie et en Afrique, au début de l'année 2007. Ces réunions ont principalement abordé la façon de renforcer les syndicats au travers de la coopération au développement.
- NR se référa aux ateliers traitant des différents moyens de renforcer les syndicats d'enseignants. Ceci permit d'établir un plan de travail pour 2008.
- NR souligna la participation du siège de l'IE et des bureaux régionaux dans les projets régionaux, tels que le projet sur le genre en Amérique latine, le projet sur un réseau des droits syndicaux en Asie du sud-est, ainsi qu'un projet de trois ans sur trois niveaux subrégionaux en Afrique.
- NR aborda le lancement prochain du nouveau site Internet dédié à la coopération au développement qui proposera une base de données reprenant tous les projets de coopération au développement.
- En regard du projet sur le tsunami, NR annonça qu'il était sur le point d'être finalisé. La construction de 30 écoles sera bientôt terminée. Ce projet reflète la vision de l'IE selon laquelle une éducation de qualité et durable requière de donner plus de pouvoir aux écoles et à la communauté.
- NR a annoncé la parution d'une nouvelle brochure qui souligne le partage du travail de solidarité de l'IE en trois catégories : coopération au développement, aide de solidarité, aide aux catastrophes.
- Il souligna que de nombreux efforts avaient été déployés afin d'améliorer la communication et la coopération dans la cadre de différents projets.
- Défis pour l'avenir : comment organiser les enseignants encore non syndicalisés, comment mieux intégrer les nouveaux membres de l'IE ; comment nouer des liens plus forts entre les droits humains et syndicaux.

D) Chine

JE présenta la nouvelle initiative de l'IE en faveur des enseignants en Chine, traitant de questions professionnelles et syndicales.

Cette initiative comprend :



1. la mise en place d'un conseil consultatif ayant pour mission d'émettre des recommandations au Bureau exécutif ;
2. la conduite d'une étude sur la situation des enseignants et de l'éducation dans certaines régions de Chine ;
3. l'organisation d'un séminaire sur le rôle des syndicats de l'éducation dans la promotion de la démocratie et des droits humains, avec un accent tout particulier sur la Chine ;
4. l'offre d'une aide financière au bureau de liaison ITUC/GUF de Hong Kong ;
5. l'offre d'une formation aux enseignants sur recommandation des organisations membres de l'IE à Hong Kong.

4. **Session II : Aperçu du monde à travers les régions**
(voir le rapport complet de chaque région en Annexe 1)

Asie

- Aloysius Mathews (AM) dressa la situation des pays en conflit suivants : Pakistan, Bangladesh, Thaïlande, Sri Lanka, Timor est, Indonésie, Birmanie, et Népal. Tous les conflits ont généré un impact considérable sur l'éducation et ont également freiné la réalisation de l'EPT.
- EPT : un plus grand nombre d'enfants vont à l'école, notamment en ce qui concerne les petites filles ; cependant, les gouvernements manquent de fonds pour bâtir de nouvelles écoles. C'est pourquoi les classes explosent. Les salaires sont insuffisants, ce qui incite les enseignants à accepter d'autres emplois leur permettant de gagner plus d'argent. La fuite des cerveaux touche particulièrement l'Inde.
- Coopération au développement : 19 projets sont soutenus par des organisations partenaires en Asie ; 16 pays participent à des projets impliquant les femmes. La participation des femmes a également augmenté grâce aux réseaux de femmes. 37 femmes dirigent à présent des organisations d'enseignants, alors que l'on n'en comptait que sept il y a 30 ans.
- AM mentionna que de nombreuses organisations partenaires ne soutenaient pas les questions essentielles aux organisations d'enseignants. Le recrutement et l'organisation devraient figurer au cœur des préoccupations.
- AM ajouta que les approches du consortium en regard du programme John Thompson Fellowship et du projet PGRI avaient été couronnées de succès.
- Points à traiter : meilleure coordination des projets de coopération au développement avec différents partenaires ; durabilité des projets ; mauvaise gestion et corruption au sein des organisations bénéficiaires.
- AM insista sur la nécessité de travailler avec des organisations petites et peu influentes dans la région.

Amérique latine

- Combertty Garcia (CG) présenta la réunion sur la coopération au développement qui s'est tenue en mars 2007 à Buenos Aires. Lors de cette réunion, une déclaration fut adoptée par l'ensemble des participants afin d'accueillir des projets de coopération au développement en Amérique latine.
- CG a rappelé que le projet, soutenu par FECCOO, visait à renforcer les syndicats à l'échelle nationale, ainsi qu'à coordonner les politiques syndicales au niveau régional. La phase suivante de ce projet est actuellement en cours de préparation.
- En regard du projet sur l'Egalité des genres, CG déclara que deux phases étaient à présent terminées : 1. visites aux bureaux nationaux, et 2. événements subrégionaux.
- CG annonça qu'il espérait être en mesure de faire pression sur la Banque mondiale pour mettre un terme à tous ces projets de privatisation dans le secteur de l'éducation. Les multinationales exercent une pression immense en faveur de la commercialisation, ce qui génère un impact particulièrement négatif sur l'EPT.



Questions et remarques

- Margareta Axell indique que d'autres partenaires pourraient rejoindre le consortium s'ils le souhaitent. Les projets à risques et de grande envergure requièrent d'être considérés par le consortium.
- David Dorn suggéra que le bureau régional d'Amérique latine dresse une liste détaillée des activités du FMI et de la Banque mondiale.

Afrique

- Assibi Napoe (AN) présenta la conférence régionale Afrique de l'IE, organisée en janvier 2007, et au cours de laquelle a été mis en place un calendrier pour la coopération au développement. Ce dernier souligne les impératifs et les domaines prioritaires à prendre en compte dans les prochaines activités de coopération au développement. L'IE Afrique souhaiterait que chacun des programmes de coopération au développement mette l'accent sur les points suivants :
 - Renouveau organisationnel - retour aux fondements de l'éducation syndicale
 - Unité des syndicats d'enseignants comme impératif à la consolidation et au poids de représentation
 - Droits humains et syndicaux
 - Développement professionnel à travers l'éducation et la formation continue
 - Développement des compétences dans des domaines tels que le leadership, la communication, la recherche et la gestion
 - Education pour tous, VIH et SIDA
 - Meilleure représentation des genres et de la jeunesse
- AN expliqua que les syndicats d'enseignants en Afrique étaient catégorisés de la façon suivante :
 1. **Particulièrement développé**
 2. **En voie de développement**
 3. **Sous-développé**

Les syndicats considérés par le bureau régional comme étant « sous-développés » requièrent une action urgente ainsi que la révision de leurs stratégies de coopération.

- AN mentionna que les divisions parmi les nouveaux membres et les membres existants avaient parfois posé quelques problèmes.

Caraïbes

- Virginia Albert (VA) annonça que les études menées dans le cadre du programme JTF avaient eu un impact très positif dans la région des Caraïbes.
- Activités en cours :
 - Le programme EPT/SIDA est mené en collaboration avec 13 syndicats dans la région ;
 - Le Suriname collabore avec AOb ;
 - De tout petits syndicats tels que Montserrat reçoivent des fonds de groupes irlandais britanniques pour des formations de dirigeants ;
 - Le CTF et le CUT collaborent sur des formations de dirigeants ;
 - Le CTF soutient également les programmes impliquant les femmes : sur 25 syndicats d'enseignants dans la région, 12 syndicats sont à présent dirigés par des femmes, comparé à 7 en 1999.
- En regard d'Haïti, VA mentionna que sur cinq syndicats d'enseignants, seul un syndicat travaillait avec l'IE. VA souhaiterait impliquer les cinq syndicats par le biais d'une nouvelle stratégie. Le CUT a créé un fonds de solidarité spécial pour soutenir les projets en Haïti.
- Recommandations : privilégier les activités régionales aux activités nationales ; les formations de dirigeants devront se concentrer sur les jeunes dirigeants.



Questions et remarques

- Tore Asmussen : Quel stratégie pourrait-on déployer pour soutenir les syndicats de la 3^e catégorie ?
- Agnes Breda souhaiterait nuancer les catégories établies par le bureau régional. Les efforts et résultats positifs de certains syndicats méritent d'être soulignés.
- VA déclara que la catégorisation du développement syndical était particulièrement utile. Elle permet aux syndicats d'aller de l'avant. Il faudrait cependant définir des critères permettant d'évaluer les progrès réalisés. Les syndicats doivent être motivés pour pouvoir avancer.

5. Session III : Analyse des programmes et projets réussis utilisant des groupes de travail

Faute de temps, cette session a été annulée.

6. Session VI : Communications, publications et site Internet

Site Internet sur la coopération au développement – créé et développé par les programmes d'assistance et les unités de sites Internet

- Harold Tor (HT) annonça le lancement prochain du nouveau site Internet dédié à la coopération au développement (CD).
- Ce site Internet se divise en différentes sections :
 - Accueil
 - Politique
 - Base de données de projets
 - Nouvelles
 - Calendrier
 - Bibliothèque
- Sur ce site, il est également possible de s'inscrire à une version électronique du Bulletin sur la coopération au développement.
- HT souligna que ce site Internet visait à offrir un aperçu clair de l'ensemble des projets de coopération au développement, d'obtenir une reconnaissance internationale des activités effectuées au cours de l'année, de retrouver des documents archivés et d'éviter tout doublon.

Base de données de projets

- Juliane Rethorst (JR) mentionna que l'IE tenait deux bases de données sur les projets de coopération au développement entrepris par les organisations partenaires et l'IE :

1. Base de données interne sur la CD

- Les informations enregistrées sont confidentielles : personnes de contact, budget, projets indiqués comme confidentiels.
- Objectif de l'IE : obtenir un aperçu de toutes les activités de CD dans le monde entier, utilisation des données de diverses façons (notamment pour les études annuelles), prévention des chevauchements ou des doublons ; meilleure coordination de l'ensemble des projets de CD.

2. Base de données de projets en ligne

- Les informations fournies par les partenaires et indiquées comme non confidentielles sont transmises de la base de données interne à la base de données de projets en ligne et publiées sur le site Internet dédié à la CD.
- Il est possible d'effectuer des recherches dans la base de données de projets par thème (pays, région, catégorie de projet, ...).



- JR a insisté sur le besoin d'avoir un titre officiel à chaque projet afin de mieux différencier les projets les uns des autres.

→ Vous trouverez ci-joint (Annexe 2) les questions soulevées à la suite de la présentation ainsi que les réponses apportées.

Lien entre le site Internet CD et le Portail de l'IE

- HT expliqua que tous les sites Internet sur le portail de l'IE étaient liés les uns aux autres. Par exemple, une nouvelle paraissant sur le site CD sur les femmes en Angola sera automatiquement transmise au site africain et au site sur les genres. Ainsi, le travail effectué par les organisations partenaires sera mis en lumière sur plusieurs sites Internet et sera lié aux autres activités menées par l'IE.
- Les projets de coopération au développement sont également repris sur le site Internet du Baromètre.

Bulletin CD

- JR expliqua qu'un bulletin en ligne - remplaçant la version papier - avait été créé.
- **Objectifs** : se concentrer sur les avancées de chaque projet, aider à faire connaître le projet et ses développements auprès des autres affiliés de l'IE et du grand public, de partager des informations, des connaissances et des expériences.
- La version papier sera réservée aux occasions spéciales, comme pour le Congrès.
- JR invita les participants à envoyer des nouvelles, des photos ou encore des interviews.

Présentation du Baromètre de l'IE sur les droits humains et syndicaux dans le secteur de l'éducation par Jan Eastman, Harold Tor, coordinateur site Internet, et Jefferson Berriel Pessi, coordinateur Droits humains et syndicaux.

- JE présenta la 4^e édition du Baromètre de l'IE et première version en ligne.
- Elle comprend plus de pays ainsi qu'un plus grand nombre d'informations sur chaque pays qu'auparavant.
- Le site Internet propose une vision générale de la situation et de la réalité de l'éducation dans chaque pays, ce qui peut s'avérer d'une grande utilité lors de la mise en place de projets de coopération au développement.
- Il ne s'agit pas d'une publication statique. Elle sera mise à jour chaque année.
- JE remercia tout particulièrement Sheena Hanley, qui a rédigé la majeure partie du contenu, ainsi qu'Harold Tor, Guntars Catlaks, Jefferson Pessi et Nancy Knickerbocker pour leur aide.
- HT expliqua en détail la façon dont le Baromètre fonctionnait, techniquement parlant.
- Les nouvelles du site Internet de l'IE sont transmises sur le profil du pays du Baromètre en ligne. Il offre un accès direct aux statistiques de l'UNESCO (ISU).
- Jefferson Pessi ajouta que le Baromètre reflétait la perspective enseignante sur les droits humains ainsi que sur la situation de l'éducation dans les pays respectifs.
- Cela fait de l'IE une source d'information d'autorité sur le secteur de l'éducation.

Questions et remarques

- Jill Christiansen suggéra que pour chaque pays, les affiliés de l'IE soient mentionnés en tant que données de contact
- Richard Langlois demanda des détails sur les indicateurs.
- Barbara MacDonald posa une question générale sur la façon de créer des liens vers le site Internet du CFT ou des sites d'autres partenaires ?



Réponses et remarques

- HT expliqua que l'IE était actuellement en train de travailler sur une base de données d'affiliés.
- En ce qui concerne les indicateurs, l'IE dispose d'une trentaine d'indicateurs. La liste peut être élargie et différentes sources d'informations peuvent être utilisées.
- HT expliqua qu'il était possible de relier chaque projet au site Internet de l'IE.



Présentation de l'unité Publication et publicité

Par Nancy Knickerbocker

- Nancy Knickerbocker (NK) présenta les rapports et les publications de l'IE :
 - Rapport sur les activités réalisées lors de la Journée mondiale des enseignants
 - Publication sur des écoles non sexistes et sur la façon de vivre avec le VIH/SIDA
 - Rapport sur la Semaine mondiale d'action
 - Rapport au CEART
 - Privatisation l'éducation des enseignants
- Tendances à produire plus de DVD et de CD
- NK présenta la nouvelle initiative IE-NEA « *Video for Union Educators (VUE)* ». Cette initiative est née lors de la réunion du réseau de communication. Elle vise à illustrer le travail réalisé par les syndicats.

Bulletin EPT/SIDA

par Laura Sullivan, unité Campagnes

- Laura Sullivan (LS) présenta deux nouvelles publications importantes destinées aux affiliés actifs dans le domaine, en collaboration avec le Centre pour le Développement de l'Education (EDC) :
 - « Créer un environnement scolaire non sexiste »
 - « L'intégration est la réponse : syndicats impliquant et soutenant les éducateurs vivant avec le VIH/SIDA »
- Bulletin EPT/SIDA : distribué en milieu de mois par courriel. LS rappela que tous les articles figuraient également sur le site Internet EPT/SIDA. Ils se concentrent sur les principales campagnes, sur la Semaine mondiale d'action, le travail des enfants, ainsi que sur les différents événements majeurs.
- Public cible = les affiliés, les autres membres du personnel de l'IE au sein des différents bureaux, l'UNESCO.
- Objectifs : délivrer des informations sur l'évolution du programme, proposer des nouvelles internationales, être un porte-parole supplémentaire pour les affiliés, stimuler les partenariats.

7. Session V: Discussions en groupe : (voir le rapport complet de chaque groupe en Annexe 3)

Premier groupe : Projets and programmes dans les pays où les conflits ou autres situations difficiles créent des difficultés et requièrent un engagement à long terme

Second groupe : Programmes sur l'égalité des genres / Réseaux / Financement de l'égalité des genres

Troisième groupe : Le consortium, en tant que modèle

8. Session VI : Mise à jour de la politique de 1997

Recommandation de l'IE (à l'ordre du jour) :

- Qu'une nouvelle politique soit élaborée, basée sur les principes repris dans la Politique de 1997 et reflétant la situation actuelle de la coopération au développement dans un contexte de mondialisation.
- Qu'un Groupe de travail soit formé afin d'élaborer une déclaration au cours de l'année 2008, en vue d'être discutée et adoptée lors de la réunion sur la CD prévue en 2008.



- Que la déclaration soit présentée au prochain Bureau exécutif pour adoption et recommandation au 6^e Congrès mondial prévu en 2011.
- Que le Groupe de travail communique principalement par voie électronique, avec des réunions de visu, lorsque cela est possible.

- La réunion CD a approuvé le principe d'élaborer une nouvelle politique et a accepté la proposition de Laijla Blom que l'UEN rédige la première version du document.
- Un groupe de travail a été mis en place dans les organisations volontaires suivantes : UNSA, DLF, AEU, UEN, NEA, IE
- La nouvelle version et le document existant constituent les principaux sujets de discussion de la réunion CD de 2008. Le nouveau document sera ensuite proposé au Bureau exécutif.

Proposition d'établir une base de données des affiliés proposant des ressources de formation et des formateurs

(Voir la proposition complète du projet ne Annexe 4)

- David Dorn présenta l'idée visant à établir une base de données des affiliés rassemblant des ressources de formation et des formateurs
- Les participants reçurent un résumé du projet.
- L'idée est de mettre en place un groupe de formation multinational afin de mettre en commun les expériences et les méthodes d'enseignement, et de coordonner les efforts envers la formation et la création d'une capacité.

Questions et remarques

- JE suggéra d'en discuter lors de la réunion CD de 2008.
- Tore Asmussen a soutenu l'idée de projet et proposa d'avoir une base de données de formateurs sur la page d'accueil du site CD.
- Barbara MacDonald a également fait part de son intérêt et a déclaré qu'une telle base de données pourrait s'avérer très utile.

Clôture

- JE demanda s'il y avait d'autres remarques ou recommandations. Aucun autre commentaire n'a été effectué.
- JE rappela la procédure pour la réunion sur les pays STAN et la région MENA prévue le lendemain (14 décembre).
- JE se référa au congrès de Berlin et souligna l'importance de la collaboration en faveur de la coopération au développement. Elle a insisté sur le fait que le retour des organisations partenaires était nécessaire et particulièrement apprécié.

La séance a été levée à 15h00.

Prochaine réunion : 20 - 21 novembre 2008, Bruxelles



ANNEXE 1

APERÇU DU MONDE A TRAVERS LES REGIONS :

RÉGION ASIE PACIFIQUE

RÉSUMÉ

1. QUESTIONS CLES

- a) Promotion d'une éducation publique de qualité (EFA)
- b) Améliorer le bien-être et le statut des enseignants
- c) Droits syndicaux et renforcement des organisations d'enseignants
- d) Pandémie VIH-SIDA
- e) Promotion des femmes dans le leadership et la dimension de genre
- f) Faiblesse des organisations d'enseignants découlant de l'incapacité à répondre aux préoccupations des enseignants et de l'éducation
- g) Recrutement d'un nombre croissant d'enseignants temporaires, sous contrat et de para-enseignants
- h) Privatisation de l'éducation
- i) Conflits nationaux, catastrophes naturelles frappant les enseignants et l'éducation
- j) Manque de perspectives professionnelles
- k) Développement d'organisations d'enseignants indépendantes et démocratiques

2. REALISATIONS

- a) Quelques organisations d'enseignants ayant bénéficié d'une aide extérieure ont aujourd'hui une attitude proactive en matière de recrutement, d'organisation, de défense des droits et de conduite de campagnes sur différents thèmes.
- b) On observe une hausse progressive du nombre de femmes dans les instances décisionnelles des organisations grâce aux réseaux de femmes créés dans la région.
- c) Cinq organisations ont commencé à travailler activement à la promotion de l'EFA et à la prévention du VIH-SIDA.

3) DOMAINES A ABORDER / BESOINS

- 1) Renforcement des capacités
- 2) Promotion des droits syndicaux
- 3) Promotion / renforcement des réseaux des femmes
- 4) Programmes EFAIDS
- 5) Transformation des organisations autoritaires en organisations démocratiques
- 6) Renforcement de la viabilité des organisations
- 7) Travail conjoint des organisations nationales d'enseignants sur des sujets d'intérêt commun.
- 8) Renforcement des organisations par le recrutement de milliers d'enseignants qui ne sont affiliés à aucune organisation



- 9) Attention particulière à la formation de jeunes dirigeants pour remplacer la direction vieillissante

**Le processus de coopération dans la région d'Amérique latine
Bureau Régional de l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique Latine (IEAL)-
décembre 2007.**

1. En mars de cette année, et dans le cadre de la Conférence Régionale qui a été organisée en Amérique latine, s'est tenue la réunion régionale de coopération à l'occasion de laquelle une analyse a été développée sur le type de relations établies en vue de la coopération dans la région de l'Amérique latine et où la nécessité qu'il y a de susciter un repositionnement des relations de coopération dans une optique stratégique a été mise en exergue. En vue de mieux la faire connaître, cette déclaration a été jointe ; elle a été élaborée comme résultat final et comme conclusion des discussions qui ont eu lieu entre toutes les parties impliquées lors de la réunion régionale de coopération susmentionnée.
2. Le résultat de cette réunion régionale de coopération a été le lancement d'un processus de coordination régionale entre la Fédération des Enseignants de Colombie Britannique (BCTF), Canada, et de codéveloppement avec le Bureau Régional de l'IEAL. En ce sens, on a franchi les tout premiers pas d'une coordination d'actions tant dans quelques pays qu'au niveau régional.
3. L'action se poursuit avec le processus d'évaluation de la coopération établie entre l'Internationale de l'Éducation, l'UEN norvégienne et les organisations du secteur de l'éducation des pays suivants: Paraguay, Pérou, Guatemala, El Salvador et Nicaragua. Le mois de décembre de cette année verra la clôture des deux premières années de réalisation de ce processus et on compte bien procéder, d'ici les deux premiers mois de l'année prochaine, à une évaluation régionale du processus tant national que régional pour arriver à des accords en vue de finaliser ce processus d'évaluation pour décembre 2008.
4. Au niveau régional, le processus de réalisation du projet de formation syndicale va se poursuivre; ce projet bénéficie du soutien financier du Ministère espagnol de la Coopération au travers de la Fondation "Paz y Solidaridad" gérée par la Fédération des enseignants des CC.OO (FECCOO) Espagne. Ce projet recouvre 6 ans de réalisations, et nous arrivons maintenant à la renégociation d'une nouvelle période de 4 ans.
5. Cette année, on a entamé le processus de mise en oeuvre du projet sur l'égalité de genre au niveau régional. En ce sens, deux activités prévues au programme ont été lancées. La première consistait en une visite de notre collègue Loreto Muñoz, coordinatrice de l'IE pour l'Amérique latine, menée organisation par organisation, en Amérique latine en vue de lancer la concrétisation du projet et en particulier obtenir l'engagement de chacun des Comités exécutifs des différentes organisations dans le processus de réalisation au niveau national. D'autre part, et de la même façon, deux événements sous-régionaux ont été organisés: le premier dans la région andine, et le second dans le cône sud. En ce qui concerne les activités programmées qui doivent être réalisées durant la première année de concrétisation du projet, la réalisation de l'événement correspondant dans la sous-région d'Amérique centrale est en attente pour cause d'insuffisance des ressources financières. De même, la première évaluation avec le Comité international interinstitutionnel est, elle aussi, en suspens.
6. Concernant les conclusions et les recommandations de la Conférence Régionale de l'IEAL qui s'est tenue en mars 2007, on a défini comme axe stratégique le renforcement de la structure syndicale. En ce sens, le Bureau de l'IEAL a élaboré une proposition de projet qui sera présentée au *Bureau Mondial de Coopération* de l'IE, pour être traitée face à la coopération.
7. Le Bureau de l'IEAL est également en train de développer un processus de suivi des projets qui évalue les engagements en matière d'éducation des Institutions financières internationales en Amérique latine. Parmi les institutions à suivre, il y a la Banque Mondiale et la Banque interaméricaine pour le développement.



8. Dans le même ordre d'idées, un processus a été lancé pour suivre la présence des multinationales dans le secteur de l'éducation. Nous partons du principe que pour comprendre le processus de marchandisation de l'éducation, il est nécessaire de savoir comment les sociétés multinationales sont présentes dans chacun de nos pays et comment elles fonctionnent dans chacune d'eux et au niveau régional. Et de la même manière, il faut contrôler quelles sont les entreprises qui marchandisent le secteur de l'éducation via le commerce électronique.

Coopération au développement IE Région Afrique

Le nouveau millénaire est synonyme pour l'Afrique de nouveaux défis tout comme de nouvelles chances. Les défis sont ceux de la mondialisation, du capitalisme néo-libéral, de la flexibilité du marché de l'emploi, ainsi que de la création, à travers le progrès scientifique et technologique, d'une société de la connaissance. L'Afrique ne peut se permettre de rester à l'écart de cette nouvelle société mondiale. Les enseignants et leurs organisations doivent dès lors répondre aux exigences de notre monde nouveau. Pour y parvenir plus efficacement, il revient aux syndicats de se réinventer.

En janvier 2007, la conférence régionale de l'IE pour l'Afrique a clairement défini une feuille de route pour la coopération au développement. Elle fut également l'occasion de mettre en exergue les impératifs et zones prioritaires pour les activités de coopération au développement à venir. L'IE Afrique souhaite fondamentalement que tout programme de coopération au développement se consacre à ce qui suit :

- Renouveau organisationnel – retour aux fondements de l'éducation syndicale
- Unité des syndicats enseignants, impératif pour la consolidation et l'habilitation
- Droits humains et syndicaux
- Développement professionnel au travers de formations de recyclage
- Développement de compétences telles que le leadership, la communication, la recherche, la gestion, etc.
- Education pour tous, VIH et SIDA
- Egalité des sexes et habilitation de la jeunesse

Les syndicats enseignants d'Afrique peuvent se classer entre organisations :

- En développement accru
- En développement
- En sous-développement

Les syndicats de la **première catégorie** recrutent et mobilisent, modernisent leur fonctionnement à marche forcée ; certains ont acquis des droits de négociation collective, une assise financière stable, sont associés aux processus consultatifs à propos de l'éducation et peuvent se prévaloir d'une grande représentativité de la population enseignante de leur pays. Ces syndicats sont capables d'influer sur les politiques de leur gouvernement. Il s'agit de syndicats comme SADTU, GNAT, SLTU, SNEPCCI, KNUT, TTU, NUT, ZNUT, ZIMTA, ...

La **deuxième catégorie** est celle des syndicats en transition, qui passent du statut d'organisation peu proactive à celui d'organisation plus proactive. Ils ont suffisamment d'adhérents pour obliger les autorités à les écouter. Ces syndicats sont occupés à reconstruire leurs structures, à améliorer leurs structures dirigeantes et leur communication et mènent des actions en vue de se voir accorder des droits de négociation collective. Il existe une certaine unité parmi les enseignants, ou à tout le moins une certaine forme de coopération entre syndicats dans les pays où ceux-ci sont polarisés. Pensons à des syndicats comme GTU –Gambie, SENA, les syndicats du Sénégal et ceux du Niger, NANTU, LAT, SNAT, UNATU, FECAP, ...

La **troisième catégorie** regroupe les syndicats qui peinent encore à réunir une base d'adhérents suffisante, à obtenir la déduction de la cotisation syndicale du salaire et des droits de négociation, à se faire reconnaître comme interlocuteur politique et à s'assurer une assise financière stable. Il s'agit en outre de syndicats faiblement structurés, dotés d'une gouvernance médiocre et de mauvais moyens de communication au sein d'un paysage syndical polarisé. Certains syndicats de cette catégorie sont en transition, se relèvent de conflits ou sont en grande partie noyautés par les autorités politiques. En font clairement partie des syndicats tels que NTAL, SINPROF, SINAPROF, ONP, les syndicats du Bénin, de



Mauritanie, de l'île Maurice, du Tchad, d'Afrique centrale, de RDC et du Cameroun, FESEN, SINPRESET, ETA, TAE, ...

Si l'on ne saurait rejeter les chances qui s'offrent aux deux premières catégories, la situation des syndicats de la troisième appelle une action urgente. Les syndicats lusophones, par exemple, ont un excellent potentiel de développement rapide, en particulier en Angola et au Mozambique, mais auront besoin d'une coopération bien conçue, soutenue sur le long terme et axée sur le recrutement, la déduction de la cotisation syndicale, le leadership, l'organisation et la mobilisation. Ces syndicats devront s'approprier la culture et les pratiques des syndicats.

Approches

On aimerait suggérer que des pays comme la RDC, le Mozambique et le Libéria exigent une approche en consortium, qui se consacrerait à bâtir les institutions organisationnelles, à recruter, conserver et former les membres et les mettre en mesure de payer leurs cotisations.

Il faudra également se concentrer sur le développement de compétences telles que la mobilisation, la communication, le leadership et la gestion financière.

Plusieurs de ces syndicats auraient également besoin d'un soutien institutionnel comme point de départ, par exemple sous forme d'ordinateurs, de connexions à l'internet, de bureaux, ...

Le cercle d'étude et l'introduction de représentants des écoles en tant que structures supplémentaires au sein de certains de ces syndicats, en particulier dans les pays francophones et lusophones, seraient profitables à ces syndicats.

La double approche professionnalisme/syndicalisme devrait être visible dans le travail de tous nos syndicats. A l'heure où l'Afrique introduit les para-enseignants comme solution de maîtrise des coûts dans l'enseignement, les syndicats doivent se professionnaliser afin de maintenir un statut pour la profession et conserver l'acquis du passé.

En résumé, l'on aimerait indiquer que les priorités de nos syndicats résident dans l'union, au sein des organisations et entre elles, en organisant et en formant les membres ; la coopération au développement est la clé de tout ceci.

Coopération au développement aux Caraïbes

Aucune amélioration notable n'est à signaler dans les activités de coopération au développement aux Caraïbes de 2006 à 2007. Au niveau national, les syndicats n'ont pas fait l'effort de demander un soutien financier auprès des partenaires coopérants en vue de mettre en œuvre des activités nationales au sein de leur propre organisation.

Les activités actuelles dans la région sont celles financées par la Fédération canadienne des enseignants et la British Irish Teachers' Union. La FCE a mené des programmes de développement professionnel outre-mer à la Dominique, en Guyane et à Grenade, tandis que la British Irish Teachers's union est active sur les Iles Vierges, à Névis, St Kitts, Montserrat, Sainte-Lucie, en Guyane et au Surinam. Le soutien accordé est destiné au renforcement institutionnel, à la formation au leadership ainsi qu'à la fourniture de matériel de bureau.

L'autre activité nationale entreprise aux Caraïbes est destinée à soutenir le syndicat haïtien (CNEH). Outre un soutien institutionnel fourni par l'IE, SNES, Lärarförbundet, CTF et CSQ, la Caribbean Union of Teachers (CUT) est à présent disposée à apporter un soutien financier au syndicat enseignant d'Haïti. Les activités entreprises en Haïti ont consisté en la mise en œuvre du programme EPT/SIDA et de formations pour les femmes, assurées grâce au programme et aux moyens de l'IE. Certaines autres activités à venir en Haïti et au Surinam seront consacrées aux questions de l'EPT relatives au décrochage scolaire et aux droits des enseignants.

Au niveau régional, CTF a travaillé avec la CUT à proposer des formations en TIC et en négociation collective aux dirigeants syndicaux des Caraïbes. CTF a soutenu le programme du réseau des femmes



aux Caraïbes, qui s'est consacré aux compétences de direction, aux questions de santé et à des bourses pour permettre aux enseignantes nécessiteuses de poursuivre des études.

En tant que Coordinateur régional, je me rends compte que les syndicats n'ont pas fait montre d'un très vif intérêt pour les possibilités de financement de la formation de leurs membres. Les dirigeants syndicaux paraissent plus intéressés par les activités régionales et sous-régionales, surtout quand elles sont organisées par le Bureau régional de l'IE ou la CUT. Une telle préférence pourrait être principalement due à la réticence des syndicats à accepter la responsabilité d'organiser la formation de leurs membres au niveau national.

En tant que Coordinateur régional pour l'IE, je suis très préoccupé par le peu de formations entreprises au niveau régional, car cela peut aboutir à diminuer les capacités de leadership des syndicats enseignants. Ainsi, dans certains syndicats, les cadres sont élus sans aucune contradiction de la part des autres membres. Cela signifie que les enseignants ne se proposent pas pour les postes de direction au sein des syndicats.

Les dirigeants syndicaux ont été formés à propos de la préparation de propositions de projet et de leurs modalités d'envoi à l'IE en vue de se procurer des financements. C'est à eux seuls qu'il incombe de prendre l'initiative en la matière. Des propositions de financement seront préparées du côté de la coordination régionale en vue de la formation des dirigeants à propos de certains domaines critiques. La formation initiale sera destinée aux présidents, secrétaires, trésoriers, présidentes des comités des femmes et responsables des relations publiques. Les formations seront principalement consacrées aux jeunes adhérents en vue de bâtir un leadership secondaire au sein des différents syndicats.



ANNEXE 2

Questions / réponses relatives à la base de données sur la coopération au développement

1. De Utdanningsforbundet
 - a. A quelle fréquence se feront les mises à jour ? La base de données ne pourra être utile que si elle est mise à jour régulièrement et est aussi précise que possible.
 - b. Certains des projets couvrent plus d'un thème.
 - c. Selon les organisations, la définition d'un thème peut être différente.
 - d. Pour Utdanningsforbundet, nous n'avons pas de durée pour nos projets, mais nous avons des cycles de un ou deux ans pour chaque projet, qui peut également couvrir un autre thème lors du cycle suivant. Est-il possible de refléter cela dans la base de données ?
 - e. Peut-on inclure dans le résumé du projet la description de ce projet, les résultats attendus et les mots clés ?
 - f. Pourquoi le budget n'est-il pas mentionné dans la base de données ?

2. De CTF
 - a. Qui sont les responsables de chaque projet ? Les organisations partenaires ou les organisations bénéficiaires ?
 - b. Version imprimable

Réflexions du point de vue Internet :

1. Réponse à Utdanningsforbundet
 - a. La régularité des mises à jour dépend des mises à jour mêmes des affiliés. Il est possible que l'on développe à l'avenir une base de données où chaque organisation pourra modifier ses propres projets. Traduction ?
 - b. L'IE continuera de développer la base de données et d'élargir le nombre de thèmes pour chaque projet.
 - c. En effet, c'est problématique. Le rôle de l'IE est justement d'harmoniser ces différences et de proposer une définition globale pour chaque thème. Mais il s'agit d'une décision d'ordre politique. A un niveau plus technique, nous disposons déjà de plus de 30 thèmes, mais la réalité est telle que nos projets ne couvrent que 11 de ces thèmes. Élargissant le nombre de thèmes rendra la base de données ingroupable. Ainsi, on aura seulement un ou deux projets par thème, et ensuite, il nous faudra peut-être supprimer ces thèmes.
 - d. La base de données a été développée sur le modèle de la plupart des organisations et Utdannings constitue en effet un cas particulier. Pour contourner ce problème, il faudrait considérer chaque cycle de projet comme nouveau projet, de façon que chaque cycle de projet soit bien enregistré.
 - e. Il a été difficile de rassembler ces informations : si certaines organisations ont peut-être le temps de faire des mises à jour, d'autres ne l'ont pas. Encore une fois, il s'agit là d'une décision politique : doit-on avoir ou non un filtre humain pour harmoniser la masse, le type et la longueur des mises à jour afin de délivrer un aperçu égal de tous les projets, OU autoriser chaque organisation à fournir ses propres mises à jour sur la base des données collectées, ce qui bien entendu fera de cette base un outil extrêmement précis.
 - f. Le fait de ne pas mentionner le budget de chaque projet relève d'une décision politique.

2. Réponse au CTF
 - a. Les organisations partenaires et bénéficiaires ont le même statut pour chaque projet. L'IE tente cependant de faire en sorte que chaque projet relève de la responsabilité des organisations bénéficiaires.
 - b. Ceci sera certainement inclus dans le site prochainement.





ANNEXE 3

Rapports des discussions de groupe.

Veuillez noter que les conclusions et les recommandations incluses dans ces rapports sont celles des participants aux groupes de discussion et non pas de la réunion DC.

Premier groupe : Projets and programmes dans les pays où les conflits ou autres situations complexes créent des difficultés et requièrent un engagement à long terme

Participants : Ritva Semi (OAJ), Trudy Kerperien (AOB), David Dorn (AFT), Huda Khoury (AFT), Agnes Breda (UNSA-education), Helena Taxell (Läraryförbundet), Alex Davidson (CTF), Arnhild Bi-Larsen (UEN), Carmen Vieites (FETE-UGT), Jill Christianson (NEA), Steve Sinnott (NUT), Combertty Garcia (EI Amérique latine)

Définition de la notion de « conflit » :

Conflit en cours de différents types ou situation post-conflit (Iraq, Colombie, Ouganda, Palestine).

Pourquoi œuvrer dans ces régions ? :

- Droit des enfants à une vie normale et à la scolarisation
- Soutien des syndicats d'enseignants afin de les aider à se reconstruire pendant et après le conflit (gestion des élèves traumatisés)
- Soutien à un syndicat afin de renforcer le rôle des enseignants et donner un coup de fouet à la démocratie (enseignants en tant qu'éducateurs)
- Pour améliorer les capacités et l'image des syndicats
- Les syndicats d'enseignants peuvent constituer l'un des moyens de faire état de ces violations

Points discutés :

- Pendant le conflit, il s'agit plutôt de la survie du syndicat, et après le conflit, il s'agit plutôt d'un soutien général.
- Il est important d'entendre les priorités et la situation locale des syndicats dans ces pays.
- Il est important de développer des principes directifs pour les affiliés de l'IE sur la façon de travailler dans de telles conditions :
 - o Travail via l'IE
 - o Etre capable d'identifier les syndicats avec lesquels travailler (autrement dit, connaître les bons et mauvais syndicats).
 - o Garder à l'esprit que le syndicat dans cette région peut faire l'objet de pressions.
- L'IE doit-elle identifier ces régions et sur quels critères ?
 - o En se basant sur les directives générales des droits humains et syndicaux.
 - o L'intervention de l'IE fera-t-elle une différence ?
 - o L'intervention de l'IE favorisera-t-elle une plus grande prise de conscience et lèvera-t-elle le voile sur la situation ?

Deuxième groupe : Programmes sur l'égalité des genres / Réseaux / Financement de l'égalité des genres

Participants : Rosario Rizo (Feccoo), Virginia Albert (bureau régional Caraïbes), Joelle Casa (Italie), Henrik Herber (Läraryförbundet), Nicole Patenaude (CTF)

Cette discussion pourrait-être utilisée pour l'actualisation du document « Pour un partenariat transparent et constructif ».



1) Situation actuelle

Recommandations générales :

- ◆ L'égalité des genres devrait être intégrée aux programmes que nous soutenons.
- ◆ Toujours prendre en compte ces éléments dans tous les programmes ; intégrer la participation des femmes dans le cadre de l'accord

Exemples :

- ◆ Formation : bon pourcentage de femmes (plus de femmes que d'hommes)
- ◆ CTF soutient le réseau de femmes : aux Caraïbes, en Afrique, en Asie
- ◆ Créer un environnement sûr pour les filles (Ouganda)
- ◆ Aider les femmes enseignantes à poursuivre leurs études, de même que les petites filles ayant peu eu accès à l'éducation (quatre pays et deux réseaux)
- ◆ Amérique latine – réseau le plus récent mis en place pour donner plus de pouvoir aux femmes dans leurs organisations respectives,
- ◆ Réseau de femmes dans les Caraïbes, depuis 1993 – renforcer l'implication des femmes ; formation, différentes questions, santé et sécurité, public, technologies d'information et de communication, VIH/SIDA, violence. Comité de femmes reconnu par le syndicat ; aujourd'hui, les syndicats peuvent être représentés par un homme ou une femme.

Discussion :

De quelle façon les réseaux sont-ils gérés, qui prend ces initiatives ? Cela peut influencer le travail et les résultats. Tous les réseaux sont différents. En Asie, c'est le personnel de l'IE qui coordonne avec l'aide d'un comité. Besoin d'une perspective extérieure pour commencer, étant donné que les syndicats eux-mêmes (dirigeants) pourraient ne pas voir ce besoin.

2) Financement des genres

Grandes différences. Certains sont sur le point de démarrer : dans le cas de l'Italie, la question est de savoir comment convaincre l'organisation de participer à la coopération au développement. CTF et l'IE soutiennent beaucoup le réseau au Caraïbes.

Idées et recommandations :

- ◆ Inclure les comités de femmes dans le budget des syndicats.
- ◆ Encourager le syndicat à prévoir dans son budget des fonds pour les réseaux et autres activités
- ◆ Rendre le travail visible, publications
- ◆ Les syndicats nationaux doivent soutenir le réseau.

3) Qu'est-ce qui n'est pas fait, et que peut-on faire

Trouver des moyens d'assurer la survie des réseaux. Les réseaux sont dépendants de la personne qui pourra les promouvoir et prendre des initiatives (comparer les exemples de l'Amérique latine et de l'Europe).

Quel serait l'impact d'une représentation plus importante ? Exemple positif aux Caraïbes de plus de femmes dans les comités exécutifs, femmes présidentes. Les syndicats peuvent être représentés par un homme ou une femme. De façon similaire, les réseaux en Amérique latine donnent du pouvoir aux femmes au sein de leur propre syndicat.

Etre précis dans la façon de nommer les choses : Ne pas utiliser « équité » si l'on entend « égalité ». Nous utilisons la dénomination « projet de genre » pour les activités liées au « renforcement du pouvoir des femmes », avec pas ou peu de référence à la façon dont le renforcement du pouvoir des femmes favorise l'intégration des genres.

Les comités de femmes sont toujours pertinents. Si nous modifions le terme pour « comité d'égalité », cela changera la mission et l'on perdra de vue la notion de renforcement du pouvoir des femmes.



Cependant, à l'avenir, les activités que nous prévoyons et soutenons devront intégrer le genre, et ensuite, nous aurons besoin d'être innovants quant à la façon d'inclure et d'influencer les hommes afin de changer la structure des syndicats.

Troisième groupe : Le consortium, en tant que modèle

Participants :

Larry Specht (AFT), Roger Ferrari (SNES-FSU), Margareta Axell (Läraryörbundet), Richard Langlois (CSQ), Lajla Blom (UEN), Aloysius Mathews (IE Asie), Anders Ahlin (Läraryörbundet), Tore Asmussen (DLF), Darcel Russel (AEU), David Edwards (NEA), Barbara MacDonald (CTF), Nicholas Richards (IE Bruxelles), Assibi Napoe (IE Afrique)

Les notes de la réunion CD 2006 ont servi de base à la discussion.

Différents types of consortia

- Un pays (Indonésie)
- Programme thématique dans plusieurs pays d'une région (exemple : réseau de femmes, John Thompson)
- Programmes dans plusieurs pays d'une région, mais avec des programmes individuels pour chaque pays (exemple : Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du nord)

Chaque consortium a besoin de son modèle individuel.

Avantages (pourquoi un consortium ?)

- Projets de grande envergure – partage des coûts et volume
- Pays à risques – différentes organisations partenaires partagent les risques (responsabilité, créativité, administration, soutien financier, ressources humaines).
- Facilite le processus pour les organisations bénéficiaires. La charge administrative est moindre. Besoin de moins de temps pour les tâches administratives, formats de rapport. Pas besoin d'accueillir des délégations tous les deux mois.
- Evite les doublons. Les partenaires obtiennent un aperçu complet des avancées au sein de l'organisation bénéficiaire. Aperçu des développements au sein de l'organisation. Réduit la possibilité pour les partenaires de « vendre » leur spécialité/idée/point spécifique.
- L'approche collective est une force. Apprendre les uns des autres. L'apport dans le projet est très différent et c'est une bonne chose.
- Bien pour les organisations partenaires qui souhaitent être impliquées, mais qui ne peuvent pas grandement contribuer.
- Réduction des coûts à long terme. Tous les partenaires ne doivent pas se rendre à chaque réunion de planification ou d'évaluation.
- Indépendance plus importante pour les organisations bénéficiaires, car la direction de chaque projet n'est pas si semblable (exemple pour l'Indonésie).

Désavantages

- Les partenaires doivent faire des compromis. Perte ou réduction du pouvoir de décision pour chaque organisation partenaire. Il peut être plus difficile d'être visible. (Solution : nous ne sommes pas là pour faire notre promotion. Les projets sont avant tout pour les organisations bénéficiaires)
- Utilisation des ressources. Exemple : une réunion d'un consortium au Liberia coûterait plus cher que l'ensemble des activités pour une année. (Solution : ce sera peut-être mieux pour l'avenir, voir les avantages ci-dessus)
- L'IE reprend le rôle de coordination. Plus de travail pour le bureau de l'IE. Pas assez de ressources dans tous les bureaux de l'IE. (Solution : le consortium peut payer un coordinateur pour le projet, ce qui diminuera la charge de travail du bureau régional de l'IE)
- La distance géographique entre les partenaires et l'organisation bénéficiaire pourrait être trop importante.



Conditions pour considération :

- Le syndicat ne devrait pas accepter d'autres projets en dehors du consortium.
- Les partenaires doivent avoir un budget et faire l'objet d'un audit.

Exemple : Indonésie

36 provinces au PGRI

5 partenaires

Les provinces soumettent des plans au niveau national.

Tous les plans sont discutés en petits groupes lors de la réunion de planification.

Les partenaires exposent dans quelle mesure elles peuvent contribuer au projet.

De l'argent est envoyé au bureau de l'IE. L'IE est un organisme de coordination. L'IE prend en charge les aspects financiers. L'IE fait l'objet d'un audit.

Un rapport

Un audit

Le consortium paie pour un coordinateur (personne de ressource du consortium).



ANNEXE 4

David Dorn, AFT

Créer les ressources de l'IE en matière de coopération au développement et de formation

Proposition d'établir une base de données des affiliés proposant des ressources de formation et des formateurs

Les nouvelles initiatives de l'Internationale de l'Education pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, ainsi que pour les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale offrent toutes deux une excellente opportunité de relever de nombreux défis. Le défi est clair : utiliser de façon efficace les ressources organisationnelles et financières que nous avons engagées afin de renforcer des mouvements enseignants indépendants et démocratiques. Cependant, les besoins de nos frères et sœurs syndicalistes dans ces régions ne seront pas satisfaits par le simple envoi d'argent ou par des invitations à un nouveau séminaire international. Notre expérience nous a appris que la création d'organisations d'enseignants efficaces qui répondent aux besoins de nos membres en tant que travailleurs et professionnels requiert des responsables syndicaux compétents et engagés pouvant aller du dirigeant le plus important au gardien d'une école. Nous savons également que la formation, celle menée par des syndicalistes enseignants, est d'une valeur inestimable lorsqu'il s'agit d'aider des dirigeants plus expérimentés à faire face à de nouveaux défis, même plus importants, lorsqu'il s'agit de faire de nouveaux dirigeants de fervents défenseurs de leurs membres.

Ces initiatives invitent l'IE à rassembler des dirigeants expérimentés et des formateurs pour les engager aux côtés de leurs homologues dans les deux régions afin de développer et de mettre en œuvre conjointement des programmes efficaces. Pour s'y préparer, l'IE a besoin d'évaluer les ressources organisationnelles et de formation pouvant être déployées, provenant non seulement du Secrétariat, mais également des syndicats affiliés.

L'évaluation des ressources des affiliés de l'IE, peut en elle-même, constituer un exercice utile, favorisant un dialogue entre les membres sur les mesures à prendre pour mettre en place une formation et une organisation plus efficaces. Nous devons tous affronter de nouveaux défis, et les expériences de nos frères et sœurs pourraient bien se montrer utiles pour répondre aux questions telles que la privatisation et la mondialisation. En termes de coopération internationale, une évaluation minutieuse permettra de poser les bases d'une approche multinationale efficace. Cette approche fut utilisée avec beaucoup de succès par l'IE au Kosovo en 2002- 2004 avec le syndicat de l'éducation, de la science et de la culture du Kosovo lorsque de nombreux affiliés ont collaboré sur un projet de formation et d'assistance. Nos nouvelles initiatives requerront bien plus de ressources en regard de la formation ainsi qu'un degré proportionnellement plus important de coopération entre les membres. Comme première étape pour relever ce défi, nous proposons que l'IE crée une base de données de ressources de formation des affiliés et dresse une liste de formateurs expérimentés souhaitant participer à nos nouvelles initiatives comme à d'autres activités de coopération au développement de l'IE.

Afin de créer une base de données utile, nous proposons que l'IE interroge tous ses affiliés sur leurs activités et capacités de formations internes. Exemples de questions :

- Sur quels thèmes l'affilié organise-t-il des formations ?
- L'affilié dispose-t-il d'un département dédié à la formation et/ou de formateurs à plein temps ?
- L'affilié produit-il du matériel de formation ?
- Quelle est la méthodologie utilisée - formation interactive, formation en ligne, etc. ?
- L'affilié a-t-il déjà mis des formateurs à disposition dans le cadre de projets internationaux ?
- L'affilié est-il intéressé par le « prêt » de formateurs, matériel pour les missions de formation de l'IE, si l'on considère que les ressources ne constituent pas un problème ?
- Environ combien de membres et dirigeants l'affilié forme-t-il chaque année ?
- L'affilié a-t-il bénéficié d'une formation ou de toute autre forme d'aide de la part d'autres syndicats ?
- Le cas échéant, quel type d'assistance s'est avéré le plus efficace ?

Après compilation de ces informations, l'IE pourra organiser une rencontre des affiliés intéressés afin de commencer à développer du matériel de formation commun qui sera utilisé dans le cadre de ces



initiatives, et dresser une liste des formateurs potentiels. La coordination de l'IE permettra de garantir que les méthodes et le matériel de formation se conforment aux directives nationales et répondent de façon optimale aux besoins des pays bénéficiaires. Nous considérons que cela maximisera l'efficacité des équipes de formation multinationales qui constitueront un premier moyen de véhiculer l'aide de l'IE par le biais de ces nouvelles initiatives. De plus, nous considérons qu'à long terme, cela favorisera des discussions importantes au sein des affiliés sur les points clés tels que la création d'une organisation ou encore la façon dont la formation peut renforcer nos syndicats.